

Rapport des consultations préparatoires

Consultation avec les Agences de gestion des catastrophes de la CEEAC

Lors d'une séance de la réunion de consultation annuelle des agences de gestion des catastrophes de la région de la CEEAC¹ tenue du 28 avril au 1^{er} mai à Yaoundé, au Cameroun, OCHA a facilité une discussion sur les thèmes du Sommet humanitaire mondial, en insistant particulièrement sur la gestion des risques de crise humanitaire dans la région.

Les participants ont identifié les cinq principaux risques dans la région Afrique centrale : inondations ; épidémies / maladies ; sécheresse ; glissements de terrain et volcans. Ils ont souligné l'importance du renforcement des

capacités au sein des gouvernements et des organisations humanitaires pour suivre et prévenir les populations locales eu égard aux risques naturels, notamment les inondations, les glissements de terrain et les volcans. Parmi les actions concrètes à entreprendre pour prendre en charge les capacités limitées existantes, on pourrait compter le renforcement des aptitudes professionnelles et la formation des personnes travaillant dans le secteur, identifier les zones à haut risque qui n'ont pas été cartographiées avant, ainsi que l'établissement de réseaux de surveillance, le renforcement des capacités opérationnelles et technologiques des observatoires et les campagnes d'éducation.

En ce qui concerne les épidémies et les maladies, la discussion a porté en particulier sur les défis liés à la fourniture et à l'acceptation des services de santé dans les zones urbaines – en particulier les vaccinations – citant les capacités limitées en ressources humaines, le manque d'organisation des peuplements dans certaines zones, comme les principaux défis à relever pour permettre aux populations, aux communautés et aux villes de mieux résister aux chocs.

Les participants ont reconnu la nécessité de renforcer la capacité des organisations de la région pour aider à prévenir et à gérer le risque de crise humanitaire. Ils ont recommandé la mise en place d'un mécanisme de coordination régional en Afrique centrale qui permettrait de contribuer à la gestion des risques, et qui pourrait inclure des centres régionaux similaires à l'AGRYMED et au CILSS en Afrique de l'Ouest, mais aussi d'un comité spécialisé.



Les participants à la Consultation annuelle des Agences de gestion des catastrophes de la CEEAC, à Yaoundé, Cameroun (28 avril – 1^{er} mai 2014) ont discuté des thèmes du SHM.

Photo: OCHA

¹ Etats membres de la CEEAC : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République du Congo, République démocratique du Congo, Guinée Equatoriale, Gabon et Sao Tome-et-Principe.



Consultation avec les Agences de gestion des catastrophes de la CEDEAO

Lors de la réunion de consultation annuelle des agences de gestion des catastrophes de la CEDEAO² tenue du 4 au 6 juin à Ouagadougou, Burkina Faso, OCHA a animé une séance sur le Sommet humanitaire mondial (SHM), portant sur les différentes étapes de la préparation de la consultation régionale à Abidjan, ainsi sur les quatre domaines thématiques.

Lors d'une séance sur « la réduction de la vulnérabilité et la gestion des risques », les participants ont identifié les principaux risques pour l'Afrique de l'Ouest : les inondations, les conflits sociopolitiques, les épidémies, les sécheresses et les invasions de criquets. Concernant ces cinq principaux risques, les participants ont discuté de ce qui suit : l'impact des risques dans la région ; les mécanismes en place pour gérer les risques ; les forces et faiblesses des mécanismes existants ; les recommandations visant à améliorer la prévention et l'atténuation des risques ainsi que leur réponse. Ils ont souligné que les gouvernements et la CEDEAO doivent mieux se préparer pour faire face aux risques émergents tels que le terrorisme et les conflits sociopolitiques (par exemple, le récent conflit au Mali) pour lesquels les mécanismes de surveillance ou d'intervention sont faibles ou ne sont pas encore en place.

En outre, les participants ont souligné que, bien que l'épidémie d'Ebola ait facilité la coopération transfrontalière et une réponse rapide, les gouvernements ne devraient pas oublier que d'autres maladies, moins visibles, ou des épidémies (comme le paludisme) provoquent de beaucoup plus de décès. OCHA a invité les participants à remplir un formulaire d'enquête à la lumière de la consultation régionale en prélude au SHM et à discuter des questions clés choisies telles que la pression démographique, l'accroissement de la pauvreté, l'urbanisme et les conflits.

Parmi les facteurs les plus importants pour assurer une action humanitaire efficace en Afrique de l'Ouest et du Centre, les participants ont souligné la redevabilité envers les communautés, la coordination entre les acteurs humanitaires, la rapidité de l'aide, le financement basé sur les besoins humanitaires et la consultation avec les communautés affectées.

Le besoin d'innovation a également été discuté. Les participants ont souligné plusieurs exemples de solutions novatrices déjà en place : le Plan de Réponse stratégique pour le Sahel (2014-2016), comme un exemple d'initiatives pluriannuelles ; le programme « Villes et Changement climatique » ; la politique humanitaire de la CEDEAO et le Réseau d'Alerte et de Réponse (ECOWARN) ; les transferts de fonds ; l'utilisation des médias sociaux et des téléphones mobiles dans la communication avec les communautés ; la distribution farine locale enrichie ; et la coopération avec les organisations du secteur privé (telle que dans la réponse aux inondations de 2012 au Nigeria).

En réponse à une question concernant les entraves au respect des principes humanitaires dans la région, les participants ont souligné : l'ignorance des principes humanitaires ; la non communication des violations des principes humanitaires ; les conflits d'intérêts entre les acteurs concernés ; l'impunité et l'absence de responsabilité.

² Etats membres de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et Cabo Verde.

Les participants ont ensuite mis en exergue des questions qui devraient être abordées lors du SHM, à savoir : la prévention, l'amélioration de la coordination, le suivi et l'évaluation de toutes les interventions, la résilience, la participation communautaire, des systèmes novateurs de collecte de fonds, l'attribution plus rapide des fonds humanitaires, l'amélioration de l'interaction multisectorielle ; le renforcement de la synergie entre les nombreux acteurs ; le débat entre les décideurs et les acteurs humanitaires sur les effets négatifs de l'augmentation des besoins humanitaires et des crises (à la lumière de l'évolution démographique dans la région).

Consultation de la Société civile organisée par le Centre de Recherche Ouest-Africain (WARC)

Les discussions de la réunion de deux jours (13 - 14 mai 2014), organisée par le Centre de Recherche Ouest-africain à Dakar, au Sénégal, ont porté sur les quatre thèmes du SHM et sur les recommandations de la société civile, ainsi que sur un ensemble de bonnes pratiques et leçons apprises pour chacun d'eux. L'objectif de l'Atelier qui a réuni des experts venus de 16 pays de l'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad, était d'identifier, à partir des expériences respectives des organisations et pays participants, les questions fondamentales devant être abordées au niveau de la région et lors du Sommet humanitaire mondial de 2016.



Les participants à la consultation régionale des organisations de la société civile organisée par WARC Photo : OCHA

Les thèmes qui revenaient tout au long des débats concernaient l'importance de la liaison avec les acteurs du développement pour des solutions à plus long terme, ainsi que la nécessité de renforcer la capacité institutionnelle des gouvernements à se préparer à des crises et à utiliser des systèmes d'alerte précoce pour communiquer avec les populations de façon accessible et pratique.

Les participants ont souligné la nécessité de travailler avec des organisations locales en vue de tirer parti de leur capacité et leur compréhension de la langue, de la culture et du contexte, afin de mieux coordonner, suivre et partager des informations sur les services fournis par les divers acteurs, mais également de mieux comprendre les besoins et rendre plus durables les effets de l'aide.

Ils ont également encouragé les organisations à soutenir et à renforcer les mécanismes de transfert des connaissances et de partager les leçons tirées des situations d'urgence. Les participants ont discuté des divers aspects de l'innovation, en soulignant que cela ne concerne pas seulement la technologie mais également les changements sociaux et la valorisation des connaissances du paysage et de la culture locale afin d'éviter « l'importation » d'idées qui ne cadrent pas avec les véritables besoins locaux. Ils se sont référés à l'exemple de l'utilisation des communications radio dans les langues maternelles des personnes déplacées pour une meilleure compréhension des services disponibles à travers les frontières (Niger et Nigeria en sont un exemple, Ghana et la Côte d'Ivoire un autre).

Les transferts d'argent étaient reconnus comme un moyen de soutenir l'économie locale et permettre aux populations de faire leurs propres choix sur ce dont elles ont besoin dans ces cas, comme un moyen de soutenir le développement économique et social et de réduire la pauvreté et la vulnérabilité dans de nombreuses régions touchées par la crise.

De nombreuses interventions focalisaient sur la nécessité de satisfaire des besoins à plus long terme et plus axés sur la promotion sociale (y compris un soutien psychosocial des populations en situation de conflit), outre le fait de « sauver des vies », les besoins d'urgence initiaux comme la nourriture, les services de santé et le logement qui seraient considérés traditionnellement comme humanitaires.

Les participants ont convenu d'établir un réseau professionnel des acteurs de la société civile dans la région axés principalement sur les questions humanitaires.

Consultation des ONG nationales organisée par l'Office Africain pour le Développement et la Coopération (OFADEC)

Les 7 et 8 mai 2014, l'Office Africain pour le Développement et la Coopération (OFADEC) a organisé à N'djamena, au Tchad, une Consultation régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour les Organisations non gouvernementales Nationales (ONG). L'objectif du séminaire qui a réuni des experts venus de 12 différents pays de la région, est d'identifier, à partir des expériences respectives des pays participants, les questions fondamentales devant être abordées lors de la Consultation régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre prévue à Abidjan, et faisant partie de l'ordre du jour du Sommet de 2016.



Participants à la Consultation régionale des ONG nationales organisée par l'OFADEC Photo : OCHA

La réunion a suscité une série de recommandations axées sur les moyens de renforcer les capacités des ONG nationales, notamment par la mise en place d'un cadre de collaboration pour le renforcement des capacités dans la région et de l'appui des programmes de formation du personnel. Les participants ont proposé des voies et moyens de renforcer la communication et la collaboration entre les ONG, y compris par la création d'un site Web commun ou les échanges de rapports et de publications, la publication d'un bulletin d'information avec le concours de différentes ONG, et l'organisation de consultations. Ils ont encouragé les donateurs et les partenaires à prendre en compte les coûts de ce type de développement des capacités dans les prises de décisions en matière de financement des ONG. Ils ont également indiqué que le développement d'échanges plus réguliers entre le gouvernement et les ONG permettrait de partager des informations et d'améliorer la complémentarité de leurs efforts.

Les participants ont également souligné l'importance de s'assurer que les personnes et les communautés touchées sont au cœur de l'action humanitaire, en adaptant les réponses aux contextes locaux et aux réalités des personnes touchées, grâce à des consultations régulières avec eux. Ils ont suggéré qu'une façon d'améliorer et de renforcer les capacités d'intervention rapide est de se concentrer sur les capacités locales, notamment celles des personnes affectées et des ONG nationales, ainsi que sur une meilleure harmonisation des efforts de réponse des nombreux donateurs et organisations impliqués. Enfin, ils ont souligné l'importance de faire des plans au début de chaque réponse en vue d'éliminer progressivement les efforts humanitaires de manière responsable, de réparer les dommages causés à la zone d'intervention et d'apporter le soutien nécessaire aux collectivités locales sur la base du principe "do no harm" (ne pas nuire).

Les discussions sur l'efficacité humanitaire et la réduction de la vulnérabilité et la gestion du risque étaient axées sur la centralité de la satisfaction des besoins exprimés par les populations affectées et de développer leur capacité à subvenir à leurs besoins et anticiper les crises afin de réduire la dépendance envers l'aide extérieure – qui peut parfois être irrégulière, lente à arriver, insoutenable ou non adaptée à l'environnement ou à la culture locale. Les participants ont également souligné la nécessité de baser les réponses sur les principes humanitaires et sur le respect des droits et de la dignité des personnes touchées. Ils ont souligné que les efforts d'innovation dans le secteur humanitaire et l'utilisation des nouvelles technologies doivent prendre en compte les réalités de la vie quotidienne et l'accès des populations aux services de base – la couverture limitée des services d'électricité et de téléphone mobile, ainsi que l'analphabétisme. Ils ont souligné que l'innovation et la réponse aux besoins des personnes victimes de conflits nécessitent des solutions aux défis de l'insécurité et de la couverture déséquilibrée des services pour les personnes vivant dans des régions éloignées ou difficiles d'accès. Au centre des recommandations se trouve le souhait d'une plus grande reconnaissance du rôle des ONG nationales comme partenaires privilégiés, avec des connaissances locales uniques et des liens culturels avec les collectivités locales nécessaires pour mieux comprendre et satisfaire leurs besoins.

Atelier sur la redevabilité envers les populations affectées, organisée par International Council of Voluntary Agencies (ICVA)

L'ICVA a organisé, le 26 mai à Dakar, un atelier sur la redevabilité envers les populations affectées, avec 27 participants (quatre réfugiés, dix membres du personnel d'ONG nationales/régionales, trois membres du

personnel des Nations Unies et de dix ONG). Les participants ont partagé leurs expériences sur les avantages de l'utilisation des outils de qualité et de redevabilité dans leur travail. Les discussions de l'après-midi étaient articulées autour du souhait des acteurs humanitaires de voir les populations bénéficiaires juger le travail qui est effectué. Les représentants d'OCHA ont présenté les efforts déployés par le SHM pour recueillir les points de vue des populations affectées. Les participants au débat, à commencer par les réfugiés, ont souligné que « les communautés affectées par les catastrophes les conflits ... doivent être au centre des discussions et avoir voix au chapitre dans la consultation officielle du SHM. Leur inclusion doit aller au-delà de la politique purement symbolique, car elles sont les mieux placées pour déterminer dans quelle mesure l'aide a été efficace ou non. » L'ICVA a également organisé un débat informel des ONG sur le SHM, le 20 mai, avec une douzaine de collègues des ONG, la moitié étant des membres de l'ICVA. La réunion informelle a souligné que le personnel des ONG ne comprenait pas très bien ce qu'était le SHM et étaient désireux de comprendre et de s'engager davantage.

Forum stratégique régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre organisé par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

L'atelier de deux jours a réuni plus de 50 participants de 12 pays de la région représentant des organisations humanitaires nationales et régionales, des établissements d'enseignement nationaux, des groupes de la société civile, le secteur privé et des organisations internationales. Au cours de la séance de clôture du Forum, les participants ont été invités à fournir quelques recommandations finales sur la façon de renforcer la réponse humanitaire dans la région. Parmi les suggestions, on note:

- Plus de soutien pour les innovations en matière d'information et de communication ;
- Investir dans la création de bases de données exhaustives de référence et d'information opérationnelle ;
- Investir dans les communications bidirectionnelles à grande échelle avec les personnes concernées et investir dans les systèmes et partenariats technologiques, si nécessaire ;
- Renforcer la communication entre les acteurs humanitaires ;
- Investir davantage dans la traduction dans les langues locales ;
- Soutenir les acteurs africains dans la création de plates-formes d'assistance humanitaire ;
- Encourager plus de rotation du personnel et des échanges de personnel entre les différents types d'organisations ;
- Mettre davantage l'accent sur la prévention / anticipation des conflits que sur l'intervention ;
- Mettre en place un mécanisme durable pour le partage des connaissances et identifier les meilleures pratiques dans la région ; et
- Accroître l'engagement et les partenariats officiels avec les ONG nationales.

Le Forum s'est achevé sur un engagement des participants à continuer à réunir les universitaires, les ONG, les sociétés du secteur privé et autres acteurs de la région pour accélérer la réalisation d'un programme commun visant à donner plus d'efficacité aux interventions humanitaires, en commençant par la création d'un réseau régional d'ONG nationales.

Consultation sur les questions relatives à la protection et à l'accès, organisée par les Professionnels de l'Aide et de la Protection Humanitaire (PHAP)

Le 30 avril à Dakar, les Professionnels de l'aide et de la protection humanitaires ont intégré à l'ordre du jour d'un atelier sur le droit international humanitaire, un point sur les problèmes de protection et d'accès liés à la réponse aux besoins des personnes victimes de conflit. Les groupes de discussion ont exploré quatre questions clés identifiées comme pertinentes pour la région. Ils ont discuté de la façon d'améliorer les programmes de gestion à distance et de collaborer de manière responsable avec les partenaires locaux afin de recueillir des informations et d'assurer le transfert des connaissances, ainsi que des moyens d'atténuer l'impact des intérêts politiques et militaires sur l'action humanitaire. Les participants ont suggéré que le renforcement



des mécanismes de CMCOORD et l'harmonisation des codes de conduite ainsi et leur diffusion serviraient à aborder cette question.

Les participants ont également examiné les voies et moyens d'améliorer l'accès aux populations dans le besoin, en proposant un recentrage de la langue souvent utilisée dans le secteur humanitaire, en vue de prendre en charge, plus largement, les besoins de protection des personnes affectées – pas seulement les travailleurs humanitaires – mais également déployer davantage d'efforts en faveur du concept d'acceptation.

Enfin, ils ont fait des recommandations plus générales sur la façon de mieux satisfaire les personnes dans le besoin, à savoir, améliorer l'analyse des risques et l'information de base ; assurer la complémentarité entre les organismes pour éviter la concurrence et la duplication des efforts ; renforcer les capacités locales, notamment par le transfert de connaissances et l'établissement de mécanismes bien définis pour travailler en équipes mixtes ; et impliquer les personnes affectées dès le début de la planification d'un projet et à toutes les étapes de la réponse aux crises humanitaires. Ils ont proposé la recherche de zones à "effet rapide" pour un impact généralisé sur un large section de la population – plutôt que de se concentrer sur quelques groupes sélectionnés – aiderait humanitaires à répondre plus efficacement aux personnes dans le besoin.



Composante d'un processus plus général en Afrique de l'Ouest et du Centre

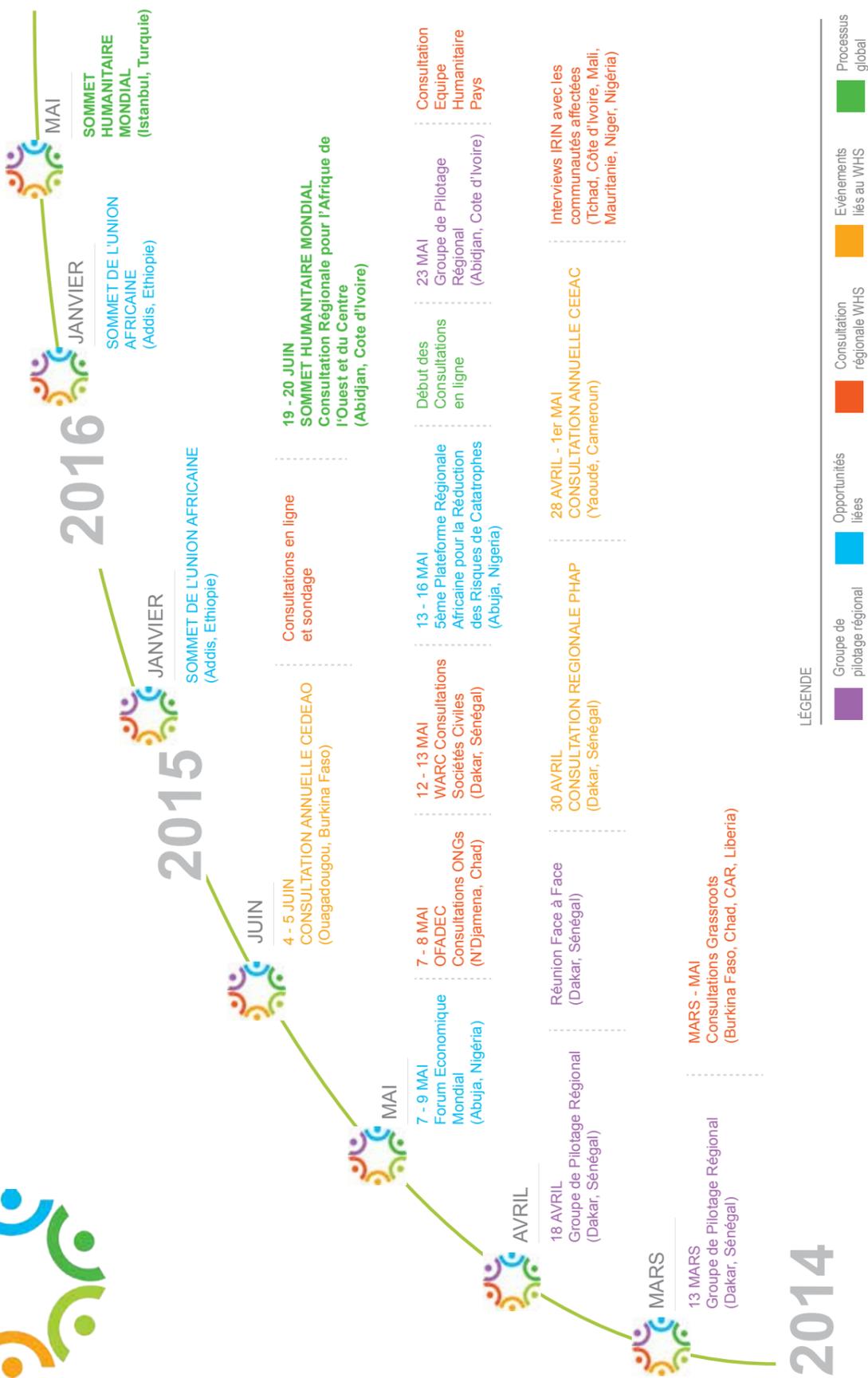
Plusieurs consultations préparatoires ont été organisées pour servir de base à la rencontre d'Abidjan. Les consultations préparatoires étaient destinées à s'assurer que les différentes communautés d'acteurs du SMH sont engagées sur un pied d'égalité et que les avis reflètent les contributions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, compte tenu de la nature diverse des réalités, priorités et besoins parmi les 24 pays qui composent la région.

- La stratégie des consultations s'articulait autour de quatre grands axes :
- Des consultations organisées spécialement pour discuter des thèmes du SMH avec différents groupes de parties prenantes, y compris les personnes affectées par les crises humanitaires ;
- Intégrer les discussions sur le SMH dans les différentes réunions et manifestations déjà programmées aux niveaux régional et sous régional ;
- Un concours de l'innovation pour identifier des solutions innovantes aux défis humanitaires ; et
- Des consultations et sondages en ligne pour atteindre la communauté humanitaire élargie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La coordination des discussions à l'échelle régionale en une série d'événements interdépendants et mutuellement complémentaires permettra de créer un débat continu sur le sujet, plutôt que d'avoir des conversations compartimentées ou isolées. Les discussions autour des quatre thèmes du SHM ont été intégrées dans le cadre de rencontres et d'agendas annuels qui tiennent compte des réalités et contextes régionaux et sous régionaux pour assurer une réflexion plus globale et plus pratique sur les quatre thèmes généraux identifiés par le Secrétariat du Sommet. L'utilisation de ces espaces d'échanges a été un moyen économique d'élargir les discussions et de susciter une plus large participation.



CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS - CONSULTATION RÉGIONALE SOMMET HUMANITAIRE MONDIAL



Consultations avec les communautés affectées

Les communautés affectées par les crises humanitaires font partie des principaux groupes d'acteurs impliqués dans le processus de préparation des Consultations régionales, pendant la réunion de consultation d'Abidjan et enfin lors du Sommet à Istanbul. Leurs voix et contributions sont un élément essentiel pour identifier les thèmes et recommandations du SHM. Pour assurer que les communautés sont tout aussi engagées dans les consultations de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, celles-ci se sont fait entendre dans le cadre de consultations à la base, et leurs avis ont été recueillis dans deux (2) entretiens dirigés.

Consultations à la base

OCHA, en coopération avec les partenaires locaux, organise des « grassroots consultations » avec des groupes de discussion thématique au niveau de certaines communautés affectées.

Pays	Communauté	Date
RCA	Personnes déplacées/communautés affectées (Bangui)	27-29 mars
Liberia	Réfugiés (Monrovia, Zwedru)	22-24 avril
Tchad	Réfugiés en RCA/rapatriés tchadiens (Gore, Doyaba)	28/29 avril
Burkina Faso	Communautés rurales du Sahel (Dori)	13-15 mai

Interviews

Les correspondants d'IRIN ont réalisé des entretiens individuelles dirigées avec des personnes confrontées à des défis humanitaires, qu'il s'agisse de situations d'urgence complexes ou de catastrophes naturelles, qu'elles soient chroniques ou soudaines. Dix entretiens par pays avec les photos de chaque personne interrogée ont été produites.

Pays	Thème	Communauté
Mauritanie	Insécurité alimentaire rurale et insécurité alimentaire urbaine ; zones urbaines touchées par des inondations	Nouakchott, Mbera
Mali	Personnes affectées par des conflits, déplacées ; insécurité alimentaire	Bamako, Gao et Kayes
Nigeria	Personnes déplacées touchées par des inondations à long terme ; personnes déplacées ; malnutrition	Kano, Kobe
Niger	Personnes déplacées à long terme ; réfugiés	Niamey, Tahoua
Côte d'Ivoire	Personnes déplacées, malnutris	Guiglo
Cameroun	Insécurité alimentaire ; affecté par des conflits	Régions du Nord et de l'Est



Grassroots consultation au Burkina Faso

Wurotorobe est un petit village dans le nord du Burkina Faso. Les villageois sont confrontés à de nombreux défis propres au Sahel liés aux changements climatiques et aux précipitations imprévisibles. Les paysans sont formés sur les moyens de fertilisation et de protection de leurs champs pour en améliorer les rendements. Les partenaires humanitaires ont apporté leur concours à travers un programme vivres contre travail et des cantines scolaires subventionnées.

Mais pendant les années difficiles l'ensemble de la communauté risque de tomber dans la crise. Les familles se débrouillent pour assurer au moins un repas par jour, souvent pour ne soulager qu'une faim atroce. La mauvaise alimentation rend les enfants extrêmement vulnérables aux épidémies et aux maladies.

Au cours des consultations, les partenaires locaux ont pris note des préoccupations et avis des villageois. "A Abidjan, dites leur combien notre vie est devenue difficile. Quand les pluies commencent, l'espoir revient. Mais lorsqu'elles s'arrêtent prématurément, nous ne pouvons nous en sortir sans aide. Il nous faut avoir les moyens de vivre de la terre et du bétail. Autrement, notre village disparaîtra."



« Il ne pleut plus comme avant. La prochaine récolte arrivera trop tard. Tous nos stocks sont déjà épuisés. Maintenant, nous n'avons plus rien à manger »
— Abdoulaye

« A la maison, j'ai beaucoup de bouches à nourrir. Avec l'eau d'un bouli [un réservoir d'eau], nous pourrions cultiver des légumes, même en vendre. Cela nous aiderait pendant la saison de soudure. »
— Fadhima



« Des aliments subventionnés pour nos bétails nous aident quand les pâturages deviennent trop sèches. Tout de même, à la fin des mois difficiles je dois vendre des animaux pour nourrir ma famille. C'est de plus en plus difficile. » — Barry

« Nous avons des idées, et nous travaillons dur. Il y a moins de pluie, mon père avait une meilleure vie que moi. Mais si nous faisons du progrès, petit à petit, la situation va s'améliorer. Je montre à mon fils comment vivre de notre terre. » — Moussa





Grassroots Consultation au Liberia

Les consultations se sont déroulées en avril 2014 avec des réfugiés en milieu urbain à Monrovia et dans le camp de réfugiés de PTP, dans le comté de Grand Gedeh. Le camp PTP abrite plus de 15000 réfugiés ivoiriens. Même si bon nombre de ces réfugiés hésitent à rentrer, un programme de visites de reconnaissance leur permet de se rendre dans leur pays natal pour évaluer la situation de leurs communautés.

Dans le camp, les familles vivent dans des conditions difficiles, sous des bâches en plastique ou dans de simples maisons faites de boue. Les partenaires humanitaires apportent leur assistance, et un programme de développement de moyens de subsistance aide les réfugiés à cultiver et commercialiser certains produits.

Au cours des consultations, tout en exprimant leur gratitude envers l'aide qu'ils reçoivent, les réfugiés ont également relevé plusieurs manquements, notamment dans les domaines de l'alimentation, de la santé, du logement et de l'éducation.



« Chaque mois, nous ne recevons que 12 kilos de riz par personne. Ce n'est pas suffisant ! Il serait mieux d'avoir également des légumes et d'autres condiments, surtout pour les enfants. » — Madeleine

« Je vis dans des conditions très difficiles et je ne reçois aucune aide spécifique et je n'ai aucune activité. Je vis dans l'oisiveté » — Martin



« Nous avons besoin de solutions durables pour devenir plus indépendants. Au camp, il n'y a pas d'opportunités pour gagner de l'argent. » — Fernand



Projet photo en République Centrafricaine

Le projet photo "Talk to Me" (Parlez-moi), organisé en mars 2014 dans la capitale centrafricaine, Bangui, visait à renforcer le dialogue entre les populations affectées et les fournisseurs d'aide humanitaire.

Les travailleurs humanitaires ont été photographiés avec les questions qu'ils voudraient poser aux populations affectées. Trois photographes locaux ont ensuite entrepris d'effectuer une visite de deux jours au niveau des sites de personnes déplacées de Mpoko et de Saint Jacques de Kpetene, et des communautés de Gobongo et d'Ouango. Équipés de leurs appareils photos, d'exemplaires des questions, de marqueurs et de feuilles blanches, ils ont interviewé et photographié plus 100 personnes affectées.

Les personnes interrogées ont répondu avec les images d'elles-mêmes, leur propre contexte, et leurs opinions. Plusieurs familles ont également profité de l'occasion de prendre des portraits de famille que les photographes offraient, avant la crise, dans leurs petits studios. Le projet photo a également suscité un débat plus large au sein des populations affectées qui a été facilité et documenté par les organisations humanitaires intervenant sur les sites.





Grassroots Consultation au Tchad

Depuis Décembre 2013, plus de 100 000 réfugiés et retournés tchadiens sont arrivés au Tchad fuyant les violences en République Centrafricaine. Des dizaines de milliers se sont réfugiés dans les camps de transit à Doyaba, Gore et Siddho situés dans le sud du Tchad. Ayant été témoins de la mort, parfois brutale, de membres de la famille, beaucoup d'adultes et d'enfants soulignent le besoin de se maintenir occupé, de trouver des choses à faire, pour ne pas ressasser leurs expériences.

A Doyaba, quelques 200 enfants ont été séparés de leurs familles durant les violences et exodes de masse. Jusqu'ici 100 ont été réunis avec leurs familles. Ceux qui ne l'ont pas encore été sont en train de perdre espoir.

Les conditions de vie dans les camps sont très mauvaises à cause de la combinaison d'un sévère manque de financement de l'aide, d'une capacité limitée des agences humanitaires sur le terrain, et de la nature temporaire des camps de transit.

Des milliers de familles n'ont pas de produits de base tels que des bâches pour les abris, des couvertures, du matériel de cuisson et du savon. Des dizaines de points d'eau ont été mis en place et des dizaines de latrines ont été construits. Cependant, les conditions sanitaires sont mauvaises et les partenaires humanitaires craignent le risque de choléra en saison de pluie.

Pour améliorer les conditions de vie et de délivrance de l'aide humanitaire, les autorités tchadiennes ont ouvert des camps plus permanents et ont commencé à y faire déménager les familles déplacées.



« Je suis revenue de l'école pour trouver une scène de massacre – ils ont tué ma mère devant moi. Les miliciens ont coupé ma jambe – les militaires français m'ont amené à l'hôpital. Je pleure quand je regarde mes amis jouer au football ». — Ali Bouri Hidjazi, 19, fled to Doyaba transit camp in southern Chad from violence in Bangui, Central African Republic



« Tout a été détruit à la maison. Je suis venu avec mes quatre enfants – le cinquième a été tué pendant les combats. Nous avons démarré une école mais nous avons 40 livres pour 3 000 enfants. C'est dur. Je suis malade, je dors à même le sol et je suis fatigué ». — Adja

« Ils sont venus à deux heures de l'après-midi et ont tué mon père et mon frère. J'ai fui avec mère et mes cinq enfants. En chemin vers le Tchad, nous avons de nouveau été attaqués et deux de mes enfants ont été tués ». — Halima



« J'ai pu louer une machine à coudre de quelqu'un du village ici. Avec ce que je gagne par ce travail, notre vie ici est devenue un peu moins difficile. » — Abdoulaye



« On s'est installé en Centrafrique quand j'étais un enfant. Mais je ne vais jamais y retourner. Ils ont tué cinq membres de ma famille, les ont découpés avec des machettes. » — Hawa

Entretiens d'IRIN

Prenant avantage de son réseau de correspondants locaux, IRIN a atteint les communautés dans sept différents pays de la région qui ont été directement affectés par un conflit ou une crise. Les pays ciblés ont été le Cameroun, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigeria. Les reporters ont demandé aux membres individuels de la communauté une série de questions portant sur l'aide reçue sur une période de 12 mois : ont-ils ou non reçu une aide durant cette période ? Que changeraient-ils de l'aide reçue ? Quelles étaient leurs principales préoccupations et priorités ? Ont-ils été consultés à un quelconque niveau du processus d'octroi de l'aide ?

L'un des principaux messages, est que les personnes consultées pensent qu'elles n'ont pas été correctement consultées sur leurs points de vue propres concernant les priorités de l'aide. Un autre point constamment réitéré est la nécessité que l'aide permette aux populations d'être auto-suffisantes et non d'être encore plus dépendantes qu'elles ne l'étaient avant la crise.

Les citations exemplaires présentées ici donnent un aperçu des préoccupations de la population.

Crédits photo: Kingsley Monde Nfor, Sidiki Demebele, Mamadou Kane, Boureima Balima, Aminu Abubakar

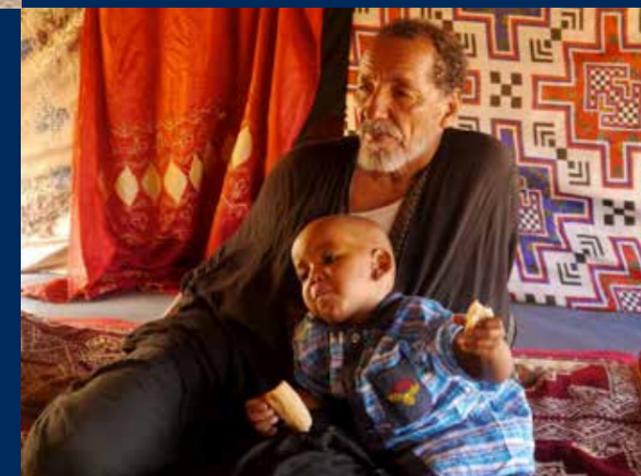


« Des jours après les attaques, les agences sont venues à notre aide avec des aliments et des habits. Depuis lors, nous sommes laissés à notre propre sort. Si j'avais le choix, je changerais le fait de donner l'aide à travers des intermédiaires.... Nous sommes souvent dupés quand l'aide est donnée de cette façon ».— Abbagana, internally displaced by violence in north-eastern Nigeria's Borno State



« Nous essayons de rester occupés. Rester sans rien faire n'est pas bon pour des personnes qui n'en ont pas l'habitude. Je pense qu'il doivent mettre en place des comités de dialogue pour échanger nos avis avec les agences humanitaires ».Ibrahim Iwakan, Réfugié malien à Tillabéri, Nord Est

« Nos besoins, basés sur notre culture, ne sont pas pris en compte concernant l'aide alimentaire. Nous avons demandé, depuis longtemps, à avoir plus de viande et de lait et moins de céréales. La plupart d'entre nous revend les céréales pour acheter de la viande ».— Ahmed Ag Mohamed Aly, ex-fonctionnaire dans le Nord du Mali, réfugié dans le camp de Mbéra



« Il y a beaucoup de réunions dans le camp chaque fois qu'une nouvelle organisation arrive.... Ils nous consultent mais généralement nos opinions ne sont pas prises en compte ».— Amaa Wallet Aboubacrine, présidente du comité des femmes au camp de M'bera.

« La sécurité est ma principale préoccupation. Je suis veuve avec quatre enfants, comment me préparer contre une autre attaque ? Mon mari était le rempart de la famille contre tout danger. Son absence a laissé la famille sans protection ».— Aisa Karimbe, déplacée du village de Jakkana dans l'Etat de Borno





« Ma préoccupation majeure est de renforcer ma maison avant l'arrivée des pluies et de trouver un endroit pour vivre qui ne soit pas dans une zone inondable. » —Zahra Issaka, affectée par les inondations, Niamey

« J'ai reçu 25 sacs de fourrage de la part des agences humanitaires. Grâce à cette aide, j'ai perdu moins d'animaux que je ne le pensais mais j'aurai besoin de trois fois plus de quantités pour nourrir tous mes animaux pendant la soudure. » —Hussein Ould Imijen, éleveur dans la zone de sécheresse de Debaye, région d'Hodh-El-Garbi



« Nous avons des difficultés à accéder aux services de santé - quand nous allons dans une clinique, nous sommes toujours les derniers consultés... Nous voulons qu'une clinique et des docteurs soient mis à la disposition des réfugiés ». —Pauline Youkoute, réfugiée centrafricaine dans le camp de Guiwa, Est du Cameroun



« Ce qui me fait le plus mal, c'est que nous ne pouvons plus subvenir aux besoins de nos familles comme nous avons l'habitude de le faire dans nos villages au Nigéria. Tout ce que nous avons nous est donné. La vie n'est pas censée se dérouler ainsi ». —John Shetema, 39 ans, réfugié nigérian, Camp Minawao, Extrême Nord Cameroun



« Nous avons reçu de l'aide alimentaire. C'est ce dont nous avons besoin, mais ce n'est pas assez. Il est plus difficile pour moi de faire face à crise qu'il y a cinq ans - ma famille a été affaiblie par l'insécurité alimentaire au cours des cinq dernières années ». —Mahamadou Abdoulaye Maiga, enseignant à Kita, district sujet à la sécheresse dans le Sud Est

« La peur de nouveaux conflits ne me laisse pas dormir. On continue à vivre avec les ex-combattants et les nouveaux arrivés qui ont pris nos terres. Les organisations doivent demander directement aux gens de quoi ils ont besoin. Nous expliquons nos besoins, mais souvent ils ne sont pas couverts. » — Louèye-Bahié Dja, déplacé à l'intérieur, à Guiglo, Côte d'Ivoire

« J'aimerais recevoir de l'assistance en argent, à la place de la nourriture. Cela me permettrait de commencer un petit commerce, et de bien m'occuper de mes enfants. » — Bernadette Tosséha, mère d'un enfant mal nourri à Guiglo, Côte d'Ivoire

« L'aide génératrice de revenus que j'ai reçue m'a réellement aidé à m'occuper de ma famille. Ce type d'aide qui donne un sentiment de responsabilité et fait travailler les réfugiés est la meilleure forme d'aide ». —Albaha Kayoraboro, mécanicien venant de Gao, vit dans le camp de M'bera



« Mes préoccupations sont d'avoir plus de nourriture et mieux manger, d'avoir quelque chose à faire, et de préparer notre retour. On aimerait avoir une meilleure idée comment ça se passe, et que les distributions soient plus fréquentes. » — Mahaman Interizigan, réfugié Malien à Tillabéri, Niger



Concours de l'innovation

L'innovation est l'un des quatre thèmes du Sommet humanitaire mondial, et une question transversale, puisque tous les thèmes méditent sur les meilleurs moyens de réformer et d'améliorer l'action humanitaire grâce à des approches innovantes. Afin d'identifier et de soutenir les innovations développées pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, un concours de l'innovation a été lancé.

Le concours a touché la communauté humanitaire d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour identifier les projets et initiatives humanitaires ayant une approche novatrice. Le concours a duré un mois et était ouvert à tout projet humanitaire utilisant un nouveau produit, processus ou approche. Un jury de sélection a évalué les projets présélectionnés et choisi trois lauréats.

Les lauréats ont été invités à prendre part aux consultations à Abidjan et à présenter leur projet, et une sélection des meilleurs projets novateurs présentée à travers une exposition de posters. La synthèse et l'évaluation des projets par des spécialistes de l'innovation permettent de mieux comprendre les facteurs de facilitation et d'inhibition de l'innovation dans la région et les recommandations à proposer à Abidjan.

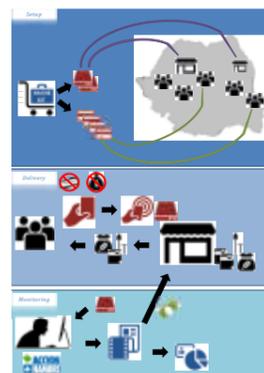
Les lauréats

RÉGION

Kit de transfert de fonds autonome dans les situations d'urgence humanitaire -KACHE

Organismes impliqués : *Action contre la faim (ACF), financée par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), à travers son Fonds pour l'innovation des partenaires coopérants (CPIF).*

L'utilisation des transferts électroniques dans le cadre de l'action humanitaire est souvent entravée par l'absence d'infrastructures de paiement électronique dans beaucoup de zones affectées. Le Projet entend remédier à cet état de fait en concevant un Kit de transfert de fonds autonome dans les situations d'urgence humanitaire-KACHE. Le kit comporte un petit nombre de "terminaux", qui fonctionnent avec des batteries de longue durée et n'ont pas besoin d'être connectés à un réseau de télécommunication. Ils peuvent être déployés dans des endroits fournissant des biens et/ou services (boutiques, échoppes, centre de santé, etc.), et s'accompagnent d'un grand nombre de petites cartes pouvant être facilement configurées au début de la réponse avec les données personnelles des bénéficiaires, le montant à transférer, etc. Le système est mobile et peut être déployé dans le cadre de toute opération donnée où l'argent peut être une option de réponse viable et peut être utilisé hors connexion dans les localités éloignées, sur la base d'une "structure sans guichet d'agence à circuit fermé".



TCHAD

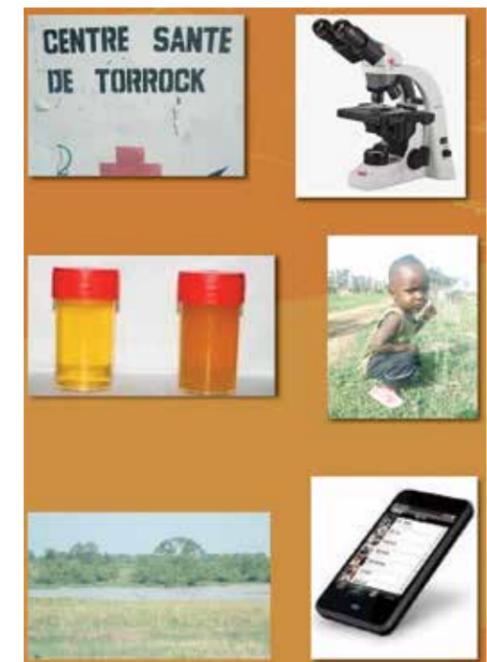
Création d'une unité de prise en charge de la Bilharziose

Organisations impliquées : *Reach for Change, Le Canton et le Centre de Santé de Torrock, Etablissements Gouin-Pala, la Centrale Pharmaceutique, Tigo-Tchad, Entreprise KoudoriGuizine*

Dans la zone de Torrock les problèmes urinaires des enfants sont principalement causés par la Bilharziose. Plus de 60% d'enfants de 1 à 14 ans portent les œufs de la bilharzie. La population est peu informée sur la maladie, et les enfants atteints ne sont pas soignés.

Le projet vise à la création d'une unité de dépistage mobile dans la zone de Torrock. Les parents désirant faire tester leurs enfants doivent seulement envoyer un message à un numéro spécial pour prendre un rendez-vous. Les prélèvements sont faits au domicile des enfants et les résultats sont communiqués par sms. Les familles dont les enfants sont déclarés positifs payent leurs médicaments par le biais du téléphone portable avec Tigo Cash. Les médicaments leur sont livrés directement à domicile.

En une année, 750 enfants ont fait des examens biologiques sans quitter leur domicile, et 60% ont été traités. Nous projetons d'élargir ce projet à d'autres cantons et régions du Tchad.



BENIN

Préparer les communautés affectées par les inondations récurrentes à l'aide de solutions pour l'accès à l'eau potable



Organismes impliqués : *Care International Bénin/Togo, Day One Response, Inc., Procter & Gamble, à travers son programme d'accès à l'eau potable pour les enfants*

Le nord du Bénin est confronté à des inondations annuelles récurrentes, qui ont rendu les populations très vulnérables du fait de la consommation de l'eau boueuse contaminée du fleuve Niger lors des récentes situations d'urgence. Le projet fournira à des personnes des moyens leur permettant de traiter de l'eau fortement turpide en une eau claire et de promouvoir l'éducation dans les domaines de l'eau et l'hygiène. Les sachets d'eau de Day One, associés aux paquets de purification d'eau de P&G, fournissent toutes les fonctions essentielles d'un réseau municipal d'approvisionnement en eau dans

un sac à dos personnel: la collecte, le transport, le traitement et le stockage hygiénique de l'eau. Les sachets seront distribués aux communautés affectées du Bénin et le projet sera évalué pour déterminer son efficacité en tant qu'outil d'appui aux besoins post-crise en eau.

ARE YOU AN INNOVATOR?

Enquête en ligne

Pour recueillir les avis des acteurs humanitaires à travers la région OCHA a initié une enquête en ligne sur les thèmes du SHM : l'efficacité humanitaire, la réponse aux besoins des personnes victimes de conflit, la réduction de la vulnérabilité et gestion des risques, et innovation. L'enquête a scindé les thèmes en six questions, et demandé aux participants de prioriser les questions qu'ils pensent que le Sommet Humanitaire Mondiale devrait traiter. Mise en ligne pendant cinq semaines, l'enquête a été envoyée aux gouvernements, les ONG nationales et internationales, le Comité International de la Croix Rouge et autres listes de partenaires.

Le plus grand groupe des 81 répondants vient du personnel des ONG internationales (33%), suivi des agences des Nations Unies (26%), des ONG nationales (10%), du CICR (4%) et des gouvernements nationaux (4%), enfin des volontaires et bailleurs. Plus de la moitié (52%) de ceux qui ont participé travaillent dans des bureaux pays ; 38% dans des bureaux régionaux et 9% au niveau des Sièges. Les participants viennent de 18 pays à travers la région, la plus large proportion vient du Sénégal (21%), suivi du Cameroun (15%) et du Mali (11%).

Les questions prioritaires

Les trois questions prioritaires que les participants veulent voir traitées au SHM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre afin d'améliorer l'action humanitaire dans la région sont :

1. Financement

Ils ont demandé plus de financement, mise à disposition de fonds d'alerte précoce pour les acteurs locaux, meilleure gestion des fonds et conditions de reporting financier plus simplifiées.

2. Coordination

Le besoin d'améliorer la coordination au sein des différents acteurs, avec un meilleur partage de l'information y compris avec les gouvernements et les organisations régionales, et un leadership plus fort.

3. Principes Humanitaires

Les participants ont demandé un plus grand respect des principes humanitaires, soulevant le besoin d'une plus grande sécurité et accès aux zones de conflit, l'application des principes, une protection plus réelle des civils en période de crise.

Les autres questions que les répondants veulent voir mentionnées au SHM comprennent le renforcement de capacités des gouvernements à répondre aux besoins, un plus grand respect de la part des acteurs politiques des besoins humanitaires et une volonté beaucoup plus grande d'y répondre ; clarification du rôle des humanitaires dans le renforcement de la résilience y compris les liens entre l'alerte précoce et la réponse ; et un plus grand investissement dans l'innovation.

Efficacité de l'aide

Les **cinq premiers problèmes affectant l'action humanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre** cités à plusieurs reprises sont le manque de financement adéquat (88% l'ont cité parmi les cinq premiers), suivi des conflits (73%), mouvement de population (58%), activités sur la résilience (42%) et la multiplicité des acteurs sur le terrain (38%) suivi de près par le manque de respect du droit humanitaire international (37%).

Ces priorités sont suivies par : le changement climatique, le manque de l'espace humanitaire, l'engagement du secteur privé et le développement de nouvelles technologies, l'urbanisation et l'émergence de nouveaux donateurs.

Les **cinq premiers facteurs qui permettent une action humanitaire effective** dans la région sont : la responsabilité envers les communautés affectées (60%) ; la coordination au sein des acteurs impliqués (56%) ; le financement adéquat basé sur les besoins (6%) ; la capacité des gouvernements locaux à fournir une assistance (44%) et la sécurité pour permettre une réponse (43%).

Innovation

Quand on a demandé de donner trois exemples d'outils ou solutions innovateurs pour répondre aux problèmes humanitaires en Afrique de l'Ouest et du Centre, un tiers des personnes n'ont pas répondu.

Ceux qui ont cité des initiatives innovatrices réussies, ont donné des exemples que nous pouvons catégoriser comme suit :

Technologie et outils	Préparation	Produits	Nouvelles approches	Meilleure collaboration et responsabilité
Transfert d'argent par SMS	Plans de contingence opérationnels	Innovations en abris	Plus axées sur l'analyse des besoins et la vulnérabilité	Interventions transfrontalières et coordination
Réseau social	Pré-positionnement du stock d'urgence	Innovations en agriculture (non spécifiées)	Suivi de la performance plus renforcé	Appel régional pour le Sahel
Utilisation des SIG pour cartographier les problèmes et faire le suivi de l'assistance y compris le web-mapping	Alerte précoce et systèmes de réponse (SCAP-RU au Niger) au niveau des communautés		Transfert d'argent, vouchers, cash-for-work	Meilleure communication avec les leaders de communauté et une meilleure implication des communautés affectées dans la réponse
Un meilleur reporting en temps réel à travers les téléphones cellulaires	L'Agence Nationale de gestion des catastrophes du Ghana (NADMO)			Plus de programmes basés sur le résultat
Technologie satellitaire	Prévention saisonnière contre le paludisme		The Good Enough Guide	Renforcer les capacités des services étatiques
	Vaccin contre le choléra		Purchase for progress	Meilleur suivi de la performance (plus spécifique et nuancé)
	Travailler avec les mères pour détecter les signes de la malnutrition		Financement flexible de quelques donateurs	
			Stratégie Sahel comme la tentative régionale de coordonner la réponse	
			Pousser pour le financement de la résilience	
			coordination de près avec les budgets étatiques	

80% des participants ont dit que leur organisation n'a **pas de financement spécifique destiné à l'innovation**.

Les financements qui étaient utilisés dans ce domaine étaient investis dans des initiatives de formation, pour soutenir les innovations dans la réponse, pour atteindre les communautés affectées et favoriser la rapidité de la réponse et pousser les partenaires à innover.

Les **plus grands blocages à l'innovation humanitaire** dans la région ont été cités comme suit : Manque de financement pour la recherche et le développement (68%), collaboration inadéquate avec les autres secteurs, dont le secteur privé et les télécommunications (51%) ; mauvaise connaissance ou partage d'information sur l'innovation (45%) ; peu d'opportunités pour discuter des problèmes et solutions à travers les organisations (41%) et risque d'aversion organisationnelle (35%). D'autres facteurs mentionnés par les participants : manque de communication avec les scientifiques, les sociologues et les académiques ; corruption et manque de transparence ; manquement de s'investir da l'innovation dans la région et de un manque général de créativité dans le secteur.

Les participants ont donné une série de techniques disponibles pour communiquer avec les communautés. Ce qui inclut : consulter le personnel des communautés de base et les leaders de communautés ; tenir des réunions fréquentes ; échanges téléphoniques ; boîtes à idées et stations de message électronique ; des évaluations conjointes ; enquêtes rapides ; discussions de focus groupes ; techniques PRA ; club d'écoute ; radio communautaire ; réseau de retour de l'information volontaire ; enquêtes et évaluations rapides et consultation systématique sur les programmes de prise de décision.

58% des participants travaillent avec le secteur privé pour répondre aux besoins, principalement dans la fourniture des biens et des services : vivres, transport, articles non alimentaires, radios, médicaments, sécurité et communications satellitaires. D'autres ont mentionné des contrats avec les compagnies de télécommunications pour les transferts de cash, formation, information, recherche et mobilisation de fonds.

Gestion des risques et réduction de la vulnérabilité

Les trois grands obstacles à intégrer la gestion des risques et la réduction de la vulnérabilité ont été jugés comme suit : un manque de ressources financières (63%), capacité technique insuffisante à intégrer la gestion des risques et la réduction de la vulnérabilité dans les politiques et plan d'action (59%) ; manque d'information sur les risques et les vulnérabilités (38%) et le fait de faire face à de multiples risques, ce qui rend l'intervention plus compliquée (31%).

Moins de la moitié des participants ont répondu à la question de savoir quel était le plus grand succès en termes d'anticipation des crises. Ceux qui ont répondu ont identifié les points suivants comme importants : systèmes d'alerte précoce ; suivi et surveillance épidémiologique des épidémies ; système d'alerte précoce sur l'invasion acridienne ; suivi de l'alerte précoce sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition ; couverture médiatique ; engagement de la société civile et des civils impliqués dans les mécanismes de réduction des risques.

Répondre aux besoins des personnes victimes de conflit

Le plus important changement nécessaire pour mieux répondre aux besoins des populations affectées par des conflits est d'amener les gouvernements hôtes à assurer la sécurité des acteurs humanitaires (55%). Deuxième changement est la nécessité d'améliorer le dialogue entre les humanitaires et les acteurs armés (52%), ensuite les acteurs armés doivent respecter l'action humanitaire, le droit humanitaire international et les droits humains (47%), et le besoin de renforcer la présence des acteurs humanitaires dans les zones de conflit (37%).

Quand on a demandé d'identifier les trois principaux obstacles à faire respecter les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance les réponses des participants ont été multiples. Parmi les problèmes cités nous pouvons noter : manque de leadership y compris un manque de leadership humanitaire fort, une faillite à faire un plaidoyer efficace sur les principes humanitaires et un manque de volonté politique à maintenir ces principes. Une mauvaise compréhension des rôles des acteurs humanitaires et des principes qui les guident, souvent mixée à une mauvaise connaissance du droit international humanitaire et des droits humains. Diverses approches sont en cours d'utilisation et les acteurs avec différents agendas. Une faillite pour les acteurs humanitaires de collaborer efficacement ; faibles gouvernements et états et mauvaise gouvernance. La politisation de l'aide par les gouvernements ; le terrorisme ; manque d'assistance financière ; et une mauvaise analyse des risques.

Consultations en ligne

Les consultations en ligne pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont été lancées le 5 mai 2014 et clôturées le 13 juin 2014. Les discussions en ligne ont servi de forum public ouvert pour discuter de sujets qui tournent autour des quatre thèmes du Sommet humanitaire mondial en plus de fournir un espace d'échanges d'autres idées. La participation au forum était ouverte à toute personne inscrite, de toute origine ou de tout endroit. La majorité des participants étaient de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les consultations en ligne ont fait l'objet d'annonces à travers un certain nombre de canaux, notamment les médias et réseaux humanitaires et de développement (par exemple Relief Web, IRIN, ONU et ONG), les États membres, les médias sociaux, ainsi que le réseau des professionnels de l'aide humanitaire et de la protection (PHAP).

Un total de 10 questions a été débattu, avec des discussions animées autour des quatre thèmes, et de deux points portant des questions transversales et des recommandations générales. Les questions du débat avaient été élaborées par le personnel du secrétariat du SMH en concertation avec le Président du Débat, les modérateurs, et le Groupe de pilotage régional.

Les questions ont été consultées par 1 500 personnes environ. Au niveau de la région, les personnes qui ont le plus consulté les questions étaient originaires du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, et du Nigeria. Les participants de 11 pays de la région ont posté des commentaires aussi bien en français qu'en anglais. Des contributions ont été reçues d'ONG internationales, d'institutions régionales, d'organisations communautaires, d'organismes de recherche, et de consultants indépendants.

Les discussions étaient présidées par M. Paul Empole, Premier conseiller de la Mission permanente de la République démocratique du Congo auprès des Nations Unies. Les modérateurs des discussions étaient M. Ibrahima Diane, journaliste et rédacteur en chef de BBC Afrique, originaire du Sénégal, qui a travaillé pour l'UNHCR dans le passé, et M. GimaForje, un travailleur humanitaire aguerri, du Cameroun.

Les discussions tournaient autour des cinq questions initiales:

1. A votre avis, quel est le point essentiel pour que l'action humanitaire soit plus efficace dans ses réponses aux besoins humanitaires en Afrique de l'Ouest et du Centre ?
2. Que faut-il faire pour que la communauté internationale consacre plus d'attention à la réduction de la vulnérabilité et à la gestion des risques en Afrique de l'Ouest et du Centre ?
3. Quels sont les aspects de l'action humanitaire qui pourraient profiter le plus des approches novatrices mises en place en Afrique occidentale et du Centre ?
4. Que doivent changer les acteurs humanitaires pour mieux répondre aux besoins des personnes en situation de conflit en Afrique de l'Ouest et du Centre ?
5. Quelles sont les questions essentielles ou les plus transversales qui doivent être incluses dans ces discussions ?

Les contributions étaient riches en termes de diversité, mettant en relief différents aspects des cinq questions. Par exemple, les opinions divergent sur la question de savoir si l'action humanitaire devrait être élargie au développement à long terme. Toutefois, un consensus se dégage progressivement autour d'un certain nombre de questions, notamment la nécessité d'améliorer la coordination, les mesures de préparation, le renforcement de la coopération avec les gouvernements et les ONG, et l'adaptation des interventions humanitaires au contexte de chaque environnement.

“Pour assurer une transition douce et une action durable, les organisations de secours devraient collaborer avec les gouvernements hôtes et/ou structures locales pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie de sortie appropriée” — Mohammed, Sierra Leone



“Il est indispensable que l’agriculture bénéficie des approches novatrices qui permettraient aux régions de nourrir leur population et éviter les crises alimentaires répétées.” — Ethel, Ghana

Certaines des recommandations issues des discussions se résument comme suit :

1. Investir davantage dans le renforcement des capacités humanitaires locales et régionales (gouvernements, communautés, organisations de la société civile, chefs traditionnels, et ONG nationales) et cartographier ces capacités au niveau de la région.
2. Les options de financement actuelles de la réponse humanitaire doivent être réexaminées de nouveau.
3. Il faut plus de collaboration entre l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique centrale en termes de gestion et d’atténuation des risques liés aux changements climatiques et à la dégradation de l’environnement.
4. Les causes profondes des conflits et catastrophes doivent être abordées. Les innovations dans l’agriculture aideront la région à éviter les crises alimentaires à répétition.
5. Des normes communes en matière d’efficacité doivent être mises au point.
6. Les ONG internationales doivent avoir conscience des disparités entre les services qu’elles fournissent et ce que les institutions et gouvernements locaux sont en mesure de fournir.
7. Les communautés locales doivent être impliquées dans la conception de toutes les réponses.
8. La politisation de l’action humanitaire doit cesser.
9. Les gouvernements nationaux doivent être soutenus pour élaborer de solides plans de secours, qui impliquent les acteurs locaux et nationaux.
10. Les acteurs humanitaires devraient inclure le renforcement des capacités des communautés locales dans leurs interventions.

Les conclusions tirées de la plateforme en ligne ont permis l’identification des questions prioritaires sur chaque thème dans la perspective de la réunion régionale, et continueront d’être d’apport important à chacune des consultations régionales. Un rapport complet des consultations en ligne sera mis à disposition pour les besoins de la Consultation régionale de l’Afrique de l’Ouest et du Centre à Abidjan.

“Il est également important que les acteurs humanitaires externes développent une profonde compréhension des cultures et pratiques des communautés affectées avant de s’engager.” — Jimm, Ghana



**WORLD
HUMANITARIAN
SUMMIT**

REGIONAL CONSULTATION
West and Central Africa, Abidjan, 19-20 Juin 2014



**SOMMET
HUMANITAIRE
MONDIAL**

CONSULTATION RÉGIONALE
Afrique de l'Ouest et du Centre, Abidjan, 19-20 Juin 2014